

## ADRAR

# Le bilan de la justice sous de bons auspices

**La première session criminelle de l'exercice en cours débutera au courant du mois de mars, révèle M. Ahmed Bouziane, procureur général.**

Les statistiques évoquées de l'année 2007 font état de 1 674 affaires traitées qui relèvent du civil sur les 1 815, soit un taux de 92,23% et concernant le pénal, 7 659 cas traités sur 7850 pour un pourcentage réalisé de 97,56%.

Toujours selon M. Bouziane, 381 affaires sur 483, soit un taux de 78,88%, ont été enregistrées et traitées au niveau de la chambre d'instruction. Pour la chambre administrative, 89 affaires sur 104 enregistrés, soit un taux de 85,57%, viennent d'être finalisées.

Ainsi et pour prouver la bonne marche du système mis en place et la dextérité des agents appelés à effectuer un travail efficace et rapide afin de barrer la route à toute forme de bureaucratie, 5 967 casiers judiciaires et 19 831 certificats de nationalité ont été délivrés.

Pour lutter efficacement contre les crimes et délits, 84 affaires, soit 100%, ont été traitées dans lesquelles 131

personnes furent impliquées.

Les statistiques dévoilent que 26 ressortissants étrangers ont été arrêtés pour résidence illégale et 276 autres pour immigration clandestine.

Les procureurs de la République ont également eu du pain sur la planche puisqu'ils ont eu à effectuer plusieurs visites dans les locaux de la police et de la gendarmerie, histoire de s'enquérir des conditions de détention des personnes retenues en garde à vue pour les besoins de l'enquête menée et en cours.

Il est à noter que le secteur de la justice vient de bénéficier de la construction d'un tribunal à Aouléf (250 km d'Adrar), la réalisation de deux établissements pénitentiaires à Aouléf et à Bordj-Badji-Mokhtar et également un centre pour mineurs à Adrar.

Le procureur général rappelle que les réformes entreprises ont eu un impact positif qui s'est traduit par une bonne prise en charge, rapi-

de et efficace, du citoyen. L'installation du nouveau logiciel aura permis un gain de temps considérable qui s'est traduit par la rapidité mais surtout par la disponibilité de l'information.

Le réseau informatique (ministère et toutes les wilayas) a contribué à la création et à l'amélioration des prestations de qualité afin de faciliter la tâche aux citoyens évitant au maximum les tracasseries administratives et ainsi rétablir, d'une part, la bonne image de la justice et la préserver et d'autre part, se rapprocher du commun des mortels et rétablir un climat de confiance et de sérénité.

Sur un autre registre, la cour d'Adrar, sous la présidence de M. Oudi Larbi et de M. Ahmed Bouziane, organise une session de formation au profit des journalistes locaux. L'objectif de cette formation est de faire connaître l'autorité judiciaire et les principes qui la régissent ainsi que l'organisation judiciaire de la Cour suprême, de la cour et du tribunal dont les prérogatives et les concepts juridiques sont clairement

définis. Ainsi, le tribunal émet un jugement et la cour une décision.

Pour mieux cerner les concepts de l'appareil judiciaire, le procureur adjoint de la République M. Azizi Yassine, a, dans un exposé suivi d'un débat, abordé plusieurs thèmes entre autres, le pouvoir judiciaire où les moyens mis en œuvre (data-show, salle confortable) ont largement contribué au succès de cette opération qui prendra fin le 13 mars prochain. Il sera également question de magistrats (du parquet et du jugement), des greffiers, des auxiliaires de justice, de la Cour suprême, sa constitution, les lois qui la régissent mais aussi des droits et devoirs des juges.

Dans un autre contexte, M. Rachid, procureur général adjoint à la cour d'Adrar, accomplit un travail colossal relatif à l'insertion et à la formation des détenus. Des visites sur le terrain lui permettent de juger sur place le suivi réel des opérations afin de mener à bien cette mission.

El-Hachemi S.

## BÉJAÏA

## Une cité de Sidi-Aïch attend toujours son raccordement au gaz

Les habitants de la nouvelle cité des 70-Logements, dans le quartier de la Mission à Sidi Aïch, attendent toujours le raccordement au gaz de leurs logements acquis depuis presque trois années dans le cadre d'un programme du logement social participatif (LSP). Dans une requête adressée à la première autorité de la daïra de Sidi Aïch, les locataires écrivent que leurs multiples doléances n'ont trouvé «aucune écoute attentive auprès des services concernés, à savoir l'OPGI, la Sonelgaz et l'APC».

«Nos maisons ne sont toujours pas alimentées alors que la canalisation de gaz arrive aux pieds mêmes des bâtiments de notre cité», dénoncent les locataires, qui signalent au passage que la Sonelgaz exige «un certificat de conformité pour chaque acquéreur afin de poursuivre les travaux de raccordement des maisons au gaz». Dans le même document, tout en soulignant le problème de panne dans la distribution de l'eau potable qui «perdre depuis une dizaine de jours», les habitants des 70-Logements n'ont pas manqué d'alerter les autorités sur les risques de maladies à transmission hydrique dans la cité. «Lors des travaux effectués sur la conduite d'AEP, nous avons constaté que la canalisation qui est totalement rouillée se trouve quotidiennement exposée à des infiltrations des eaux usées», font observer encore les plaignants.

A. K.

## TLEMCEEN

## Un nouveau look pour Mansourah

Cette banlieue située à l'ouest du chef-lieu du Grand-Tlemcen, longtemps marginalisée, peut enfin espérer redevenir ce qu'elle était jadis.

Mansourah avec ses ruines et son minaret faisait rêver plus d'un. A l'époque, ces vestiges historiques étaient le passage obligé des touristes qui se dirigeaient vers le Maroc. Le minaret, ce monument historique, symbolise à lui seul plus de sept siècles d'histoire de la civilisation mérinoise.

Cependant, lors de la dernière décennie, «la Victorieuse» a sombré dans une totale indifférence au point de devenir un véritable dépotoir du chef-lieu de la wilaya. Il y a quelque temps, les habitants de cette commune ont été surpris par les grands travaux lancés par la nouvelle APC : réfection du réseau routier principal, renouvellement des conduites des eaux usées, reboisement des grands espaces et surtout l'éclairage public.

Les étudiants du campus universitaire d'Imama n'auront plus à enfilier des bottes pour traverser la mare d'eau qui se forme, après la moindre précipitation, à l'entrée de l'institut de biologie, de même que les habitants des 400-Logements se trouvaient bloqués pendant les intempéries. L'embellissement de la façade de l'université a agréablement surpris les étudiants. Au niveau du siège de la daïra, il a fallu recourir aux grands moyens pour mettre fin aux fréquentes inondations qui isolaient les autres quartiers du chef-lieu de la commune. Pour illuminer les chemins secondaires et les zones reculées, l'APC a entrepris une vaste campagne d'électrification. Cette mue a redonné en peu de temps un nouveau visage à cette commune en attendant le bitumage des grandes artères. Il semble bien que les nouveaux élus ont bien compris les besoins des citoyens, ce qui augure une ère nouvelle pour la plus belle commune de la wilaya.

Toutefois, si des efforts sont consentis par les pouvoirs publics, on notera l'absence de civisme des entreprises privées qui n'hésitent pas à défoncer des routes récemment goudronnées. L'exemple frappant reste le tronçon traversant la cité El Badr, près des villas de l'AFIT, ainsi que celui qui passe par le nouveau CFPA qui ont été carrément détruits et recouverts de terre et ils sont devenus des pistes à peine praticables.

Enfin, il ne reste plus qu'à espérer voir Mansourah revivre comme au bon vieux temps du célèbre «sons et lumières» qui, pendant la belle saison, faisait vibrer toute la capitale des Zianides.

Faïza B.

## BLOCAGE DES APC À TIZI-OUZOU

### Des citoyens interpellent les élus

La société civile et les comités de village de la commune de Timizart se sont inquiétés de la tournure qu'ont pris les événements après les dernières élections. Des faits, contre toute attente, qui ont conduit au blocage de l'Assemblée locale faute d'une majorité absolue en faveur de l'actuel président Mehala, d'obédience FFS. Toutes les démarches entreprises jusque-là n'ont abouti sur aucun accord à même de relancer la gestion communale. Un statu quo qui a incité ces citoyens, réunis jeudi dernier à la salle des délibérations de la commune, à réagir mais sans aller jusqu'à imputer la responsabilité du gel à l'une des parties en conflit. Il était beaucoup plus dans leurs intentions d'exhorter les 11 élus (5 FFS, 3 RCD, 2 FLN et 1 RND) à éluder les différends, source des désaccords observés au cours des deux mois qui ont suivi l'installation de l'APC. Ces derniers plaident pour une meilleure solution de la situation en mettant l'intérêt de leur commune au-dessus de toute considération partisane.

Pour rappel, leur démarche s'inscrit dans un cadre exclusivement citoyen loin de toute surenchère partisane, c'est ce qu'ont tenu à préciser quelques-uns des participants. Il est aussi vrai qu'une telle interpellation fera date dans l'histoire de cette commune et dans bien d'autres localités car fondatrice d'un souci majeur, celui d'une gestion démocratique. Elle semble dire que telle est la configuration politique dont on vous a investi, à vous de faire avec.

D'autre part, une source proche de l'Assemblée locale parle d'une imminente fin du conflit en avançant même la date de la première délibération pour hier.

Selon cette même source, toutes les conditions des parties en conflit ont été satisfaites pour remettre le train en marche. Il semble donc que l'appel de ces citoyens n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd... Les jours à venir nous le diront.

F. B.

## ANNABA

## Préparation du 6<sup>e</sup> Salon Djazagro

**Les voies et moyens susceptibles de booster le secteur de l'industrie agroalimentaire, la boulangerie, la pâtisserie et la restauration, créneaux retenus pour le 6<sup>e</sup> Salon international des industries agroalimentaires Djazagro, prévu à Alger du 14 au 17 avril 2008, ont été débattus samedi dernier au Palais consulaire, siège de la Chambre de commerce et d'industrie Seybouse de Annaba.**

Un débat initié lors d'une rencontre d'information et de sensibilisation organisée conjointement par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), la Société algérienne de commerce et d'exportations (SAFEX) et les organismes français Comexop et ADEPTA au profit des opérateurs économiques des

wilayas de Annaba et d'El-Tarf. Les deux animateurs de cette rencontre, MM. Bertrand Laurent, directeur de Djazagro, et Rabah Aliat, représentant de la CACI, ont axé leurs interventions sur l'intérêt de cette manifestation économique, qui prend de l'ampleur d'un salon à l'autre, ont-ils souligné, et dont le rôle est de rapprocher les différents opérateurs économiques algériens et étrangers, principalement du Maghreb, d'Afrique et du monde arabe et les exposants fabricants d'équipements pour ces deux secteurs. La promotion des exportations, la transformation des produits agricoles et le partenariat ont été les sujets majeurs de préoccupation des opérateurs économiques de la région d'Annaba. Concernant ce dernier point, ils ont relevé la frilosité des responsables de certaines entreprises françaises et leur réticence à

s'engager dans la dynamique de développement économique national. Pourtant, ont-ils affirmé, les opportunités d'investissement et de partenariat existent non seulement dans cette région de l'extrême nord-est de l'Algérie, mais dans tout le pays. Par ailleurs, profitant de cette occasion, un agriculteur de la wilaya d'El-Tarf a soulevé le problème du savoir-faire dans l'agroalimentaire, indiquant que la production existe mais les moyens de pénétrer ce créneau font défaut, citant, à ce sujet, le système de froid, l'emballage, sans oublier le financement par le biais des crédits bancaires, difficiles à obtenir, selon lui. L'accent a, d'autre part, été mis durant cette rencontre sur le rôle des chambres de commerce dans l'information et l'orientation des éventuels investisseurs dans l'agroalimentaire.

M. Ali Khellaf

## LIVRAISON DE LOGEMENTS

## L'espoir est-il permis ?

**Le problème de logement qui se pose avec acuité à Annaba, à l'instar des autres régions du pays, connaîtra-t-il un léger mieux avec l'annonce faite par les responsables locaux de la livraison durant cette année 2008 de 10 161 logements de type social-localatif, participatif et rural ?**

Telle est la question que se posent les sans-logis. Ce chiffre, s'il arrive à être réellement concrétisé, apportera un début de solution à la demande estimée à environ 40 000 logements et dont certaines

datent de plusieurs décennies comme il viendra atténuer quelque peu l'image peu flatteuse des baraquages qui ceignent la ville de la Corniche, au nord-ouest, jusqu'à Sidi Salem, à l'est, en passant par les sites du Dorban, Bouhidid et Boukhadra. Il fait partie d'un programme en cours de 22 487 logements toutes formules confondues.

Pour l'année 2007, les mêmes responsables ont indiqué, à l'occasion de la Journée maghrébine de l'habitat et de l'urbanisme, qu'un quota de 3 384 logements de même type a été réceptionné par la wilaya.

A la lecture de tous ces

chiffres, on est tenté de dire qu'à ce rythme tous les demandeurs de logement, ou du moins une grande partie, trouvera un toit dans les années qui viennent, sauf que la lenteur dans la réalisation de nombreux projets de logements, d'ailleurs dénoncée

par le wali lui-même à chacune de ses sorties sur le terrain, est là pour contredire cela. Les entrepreneurs chargés de ces projets expliquent ces lenteurs par diverses raisons dont la plus évoquée est le manque de ciment.

M. A. K.

## RECTIFICATIF

Une coquille s'est glissée dans l'article «Skikda/Centre de loisirs scientifiques», paru dans notre édition du 13/02/2008. Il fallait lire dans le titre «95,5 millions de dinars pour relooker l'ex-Monoprix» au lieu de «95,5 milliards de centimes pour relooker l'ex-Monoprix». Il fallait également convertir tous les chiffres signalés dans l'article en millions de dinars : «60 milliards de centimes» en «60 millions de dinars», et «35,5 milliards de centimes» en «35,5 millions de dinars». Les lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes. Mille excuses à nos lecteurs et aux concernés.